SESSION 2026
Métropole-Réunion

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR AGRICOLE

E5 GESTION ET STRATÉGIE DE L'ENTREPRISE

Option : ACSE

Durée : 240 minutes

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **Calculatrice**

Le sujet comporte 14 pages.

Document 1 : « Périurbanisation et rurbanisation : les nouvelles réalités rurales », *Aménagement et développement des territoires*, AUGIAS Damien, 2021, p101 à 103 (extraits).

Document 2 : « Un modèle d'urbanisation à remettre en cause », *Territoires et aménagement face à la mondialisation*, COLOMBEL Yves et OSTER Daniel, 2023, p 81.

Documents 3 à 8 : Données relatives à l'entreprise

SUJET

PREMIÈRE PARTIE

Contexte de l'activité agricole (6 points)

Les **documents 1 et 2** font référence aux phénomènes de rurbanisation et de périurbanisation. En vous appuyant sur ces documents et vos connaissances, vous répondrez aux questions suivantes.

QUESTION 1 :

Identifier les conséquences des phénomènes de rurbanisation et de périurbanisation dans les dimensions économique, environnementale et sociale.

Deux éléments de réponse sont attendus pour chaque dimension. **(1,5 point)**

QUESTION 2 :

Pour un territoire rural, montrer l'intérêt de choisir un développement économique basé à la fois sur l'économie résidentielle et la production locale de biens et services. Deux arguments sont attendus. **(1 point)**

QUESTION 3 :

Présenter deux effets positifs et deux effets négatifs que peut entrainer le phénomène de rurbanisation sur le fonctionnement des exploitations agricoles. **(1,5 point)**

QUESTION 4 :

Présenter, de manière détaillée, deux actions pouvant être mobilisées par les acteurs locaux en vue d'une conciliation des usages de l'espace entre agriculteurs et néo-ruraux. **(2 points)**

DEUXIÈME PARTIE

Gestion économique, financière et humaine de l'entreprise (7 points)

M. Alain ROYOUX, 50 ans, dirige une exploitation individuelle dans le sud du département des Deux Sèvres depuis 1996 à la suite de ses parents. Il est épaulé par un salarié à temps plein. Son épouse Aline, 50 ans, est également salariée à mi-temps sur l'exploitation. Ils sont mariés sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts depuis 1998 et sont parents de trois enfants âgés de 25, 23 et 20 ans. Aujourd'hui, ces derniers sont tous indépendants et ne sont pas intéressés par l'activité agricole.

Ce couple a pour finalité de préserver sa qualité de vie tant au niveau des revenus que de la charge de travail. Ils apprécient aussi d'être des acteurs de leur territoire.

Cette exploitation met en valeur 111 ha de Surface Agricole Utile (SAU) conduits de manière à privilégier l'autonomie fourragère de 2 troupeaux :

- Un troupeau caprin de 160 chèvres laitières. Le lait est vendu à une petite coopérative locale, Sèvre et Belle, dont le débouché principal est l'AOP (Appellation d'origine protégée) Chabichou du Poitou avec une production annuelle moyenne de 1 100 litres/chèvre.
- Un troupeau de 50 vaches de race Parthenaise en système naisseur-engraisseur. Tous les mâles sont gardés jusqu'à 8 mois et vendus à un négociant local. Toutes les réformes sont engraissées et valorisées localement. Les génisses non gardées pour le renouvellement sont abattues, découpées, conditionnées en caissette et vendues en vente directe.

L'assolement 2024 est le suivant. Seul le blé est commercialisé dans sa totalité. L'exploitation est autonome en paille.

Assolement 2024

	Surface en Ha
Prairies permanentes	50
Prairies temporaire graminées	4
Luzerne	15
Maïs ensilage	12
Maïs grain	4
Orge	9
Blé tendre	17
TOTAL	**111**

Le foncier est :

- en propriété d'Alain pour 35 ha,
- en propriété du couple pour 20 ha,
- en bail à long terme de 18 ans pour 31 ha,
- en bail rural de 9 ans pour 25 ha.

Ce foncier se divise en 2 sites proches du siège de l'exploitation.

Le matériel d'élevage est en propriété. Les moissons et l'ensilage sont réalisés par un entrepreneur. Le reste du matériel est en CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole). Des investissements ont été réalisés ces dernières années pour renouveler le matériel d'élevage et les installations.
Les bâtiments ont plus de 20 ans, sauf une stabulation bovine construite en 2011, mais ils sont en bon état, bien entretenus et en capacité suffisante. Seul l'engraissement des jeunes est réalisé dans une vieille grange qui a été réaménagée.

Les conditions de travail sont bonnes : le travail est facilement réalisé par les 2,5 UTH (Unité de Travail Humain). Le salarié à plein temps ne travaille pas pendant les week-ends, sauf pendant la période d'absence du couple lorsqu'ils partent en vacances 3 semaines par an.

QUESTION 5 :

À partir des **documents 3 et 4**, dégager les points forts et les points faibles de l'atelier bovin allaitant. **(1 point)**

QUESTION 6 :

À partir des **documents 4, 5 et 7**, analyser la situation économique de l'exploitation en vous appuyant sur les indicateurs de votre choix. (**1,5 points)**

QUESTION 7 :

À partir des **documents 4, 5, 6 et 7**, analyser la situation financière de l'exploitation en vous appuyant sur les indicateurs de votre choix. **(1,5 points)**

QUESTION 8 :

L'exploitant a choisi de commercialiser la production laitière dans le cadre de l'Appellation d'Origine Protégée « Chabichou du Poitou » par l'intermédiaire de la coopérative laitière « Sèvre et Belle ». Présenter les avantages de ce choix pour l'exploitation. **(1 point)**

QUESTION 9 :

Mme Aline ROYOUX est aujourd'hui salariée à mi-temps. Présenter deux avantages et deux inconvénients de ce statut pour Mme ROYOUX ou pour l'exploitation. **(1 point)**

QUESTION 10 :

Un îlot de 31 ha est loué en bail à long terme de 18 ans. Présenter deux avantages et deux inconvénients de ce type de bail pour l'exploitation. **(1 point)**

TROISIÈME PARTIE

Raisonner une stratégie d'entreprise agricole dans une perspective de durabilité (7 points)

Maintenant que les enfants sont indépendants, M. et Mme ROYOUX décident de faire évoluer l'exploitation pour permettre à Aline ROYOUX de travailler à temps plein en créant un atelier de transformation fromagère pour une partie de la production laitière. Ils ne souhaitent pas se séparer du salarié qui resterait à temps plein. En revanche, ils réfléchissent à la pertinence d'un changement de statut social pour Aline.

Ce projet nécessite d'investir dans une fromagerie. Elle trouverait sa place dans la continuité de la laiterie actuelle. Le dimensionnement de la fromagerie sera calculé sur une transformation de 20 000 litres de lait prélevés sur la production actuelle et correspondant à un volume de travail pour un ETP (équivalent temps plein).

Cette fromagerie sera aménagée dans un local préfabriqué répondant aux règles sanitaires en vigueur et sera équipée du matériel nécessaire à la transformation.

Les fromages seront commercialisés de la manière suivante :

- 70 % de la production sera vendue à des restaurateurs locaux et,
- 30 % de la production sera vendue sur l'exploitation à des particuliers sur un créneau d'une demi-journée par semaine de mars à octobre.

QUESTION 11 :

Raisonner les avantages et les inconvénients pour Mme ROYOUX de changer de statut social en choisissant d'être exploitante agricole. **(2 points)**

Pour les questions 12 et 13, on retient l'hypothèse que Mme ROYOUX est salariée de l'exploitation.

QUESTION 12 :

À partir du **document 8**, étudier les incidences économiques et fiscales de ce projet en vous appuyant sur un budget partiel. **(2 points)**

QUESTION 13 :

Calculer la nouvelle marge de sécurité de l'exploitation après la mise en œuvre du projet en considérant que M. ROYOUX prélève 40 000 € par an. **(1 point)**

QUESTION 14 :

Formuler un avis global de l'incidence de ce projet sur la durabilité et la pérennité de l'entreprise. **(2 points)**

DOCUMENT 1

Périurbanisation et rurbanisation : les nouvelles réalités rurales

Au début des années 1970, la désertification des campagnes semble être un phénomène inéluctable, eu égard à l'exode rural séculaire des actifs vers les zones urbaines. Pourtant, de 1975 à 1982, un mouvement inverse de migrations résidentielles vers les territoires ruraux s'engage mais concerne en réalité essentiellement les communes rurales situées près des aires urbaines en croissance, qui bénéficient de la périurbanisation des ménages et des activités. On parle même de « rurbanisation » pour évoquer les « nouveaux ruraux ». C'est-à-dire les ménages d'origine urbaine qui s'installent dans les territoires ruraux, tout en gardant des liens professionnels avec les villes et en apportant leur mode de vie urbain à la campagne. Ces « nouveaux ruraux », dont parle notamment le sociologue américain Ronald Inglehart, célèbre analyste de la « révolution silencieuse » et des « valeurs post-matérialistes », présentent d'ailleurs des valeurs et des attitudes souvent en contradiction avec celles du milieu rural traditionnel (comme en témoigne le conflit de valeurs[1] autour de l'écologie, plutôt urbaine et diplômée, et la chasse, valeur plus traditionnelle).

Dans certains territoires ruraux, la population augmente, notamment dans le milieu rural périurbain à fonction résidentielle dominante, où la densité de population est élevée (195 habitants au km^2) et travaille pour l'essentiel en dehors du territoire cantonal, avec une utilisation générale de la voiture individuelle. Dans ces territoires ruraux directement connectés au monde urbain, l'emploi agricole (2 %) et la population ouvrière (23 % des actifs) sont beaucoup moins représentés que dans le reste du milieu rural dit « traditionnel ».

Selon l'INSEE, c'est donc désormais au sein des communes rurales de l'espace à dominante urbaine que se porte aujourd'hui la croissance démographique, là où l'on se trouve à la fois dans un cadre de vie rural et dans la zone d'attraction d'un ou plusieurs pôles urbains.

La crise sanitaire du Covid-19 a récemment renforcé l'attractivité de ces territoires en raison du développement du télétravail et du poids accru de l'argument de la qualité de vie à la campagne.

(...)

Aujourd'hui, c'est une économie résidentielle qui s'affirme dans les territoires ruraux. En effet, comme l'a montré Laurent Davezies dans « La République et ses territoires », les dépenses des migrants alternants[2] et des touristes, les retraites, les traitements des fonctionnaires, les allocations, prestations et minima sociaux sont des revenus qui alimentent les économies locales

---

[1] **La vision écologique** est souvent portée par des populations citadines, diplômées. La chasse **est** souvent perçue par les ruraux comme une activité traditionnelle, liée à la régulation des espèces, et à la convivialité. Elle est aussi un vecteur d'identité locale.

[2] Personnes qui effectuent régulièrement des déplacements entre leur lieu de résidence (commune rurale) et leur lieu de travail (ville)

DOCUMENT 1 (suite et fin)

indépendamment de leur capacité productive. Un territoire rural peut donc être dynamique économiquement sans dépendre de l'activité agricole de ses sols et c'est pourquoi l'on constate que les richesses de l'économie résidentielle ont transformé certaines régions rurales historiquement pauvres du fait de leur faible rendement agricole (Alpes du Sud, Languedoc, Corse) en territoires ruraux accueillant des populations plus aisées (qu'elles soient actives ou retraitées). (...)

Le développement économique d'un territoire rural dépend donc aujourd'hui avant tout de sa façon de capter ces revenus mobiles au moins presque autant qu'à produire des biens (en particulier agricoles et industriels).

Certains territoires ruraux ont donc développé de nouvelles activités liées à la fonction touristique, voire « récréative », en lien avec les particularités de leur environnement naturel, afin de constituer une destination majeure (notamment en montagne, avec le tourisme blanc et vert).

Source : Aménagement et développement des territoires, AUGIAS Damien, 2021, p101 à 103 (extraits)

DOCUMENT 2

Un modèle d'urbanisation à remettre en cause

Depuis 1982, la hausse annuelle de la population des espaces périurbains est continûment plus rapide que celle des pôles urbains, traduisant une évolution qui s'inscrit dans la durée. Évolution inséparable du succès de l'habitat individuel : 56 % des résidences principales aujourd'hui en France, avec 60 % des nouvelles constructions depuis 30 ans. Ce qui apparaît à l'évidence, c'est l'impact négatif de cet étalement urbain sur l'environnement. D'abord parce que l'extension du bâti favorise le ruissellement et les risques corrélatifs d'érosion, de crues qui accentuent l'exposition des espaces bâtis aux risques naturels ; d'autant que cet étalement se traduit par la multiplication des constructions en zones soumises à ces risques : la quasi-totalité des plans locaux d'urbanisme (PLU) sont en non-conformité avec les plans d'exposition aux risques. Ensuite, parce que les surfaces bâties n'absorbent plus le CO2 et font reculer les habitats naturels ; donc la biodiversité. Enfin, et surtout, parce que cet étalement va de pair avec le rallongement constant des distances parcourues par des navetteurs de plus en plus nombreux, tandis que la consommation énergétique des logements individuels est supérieure à celle des logements collectifs.

Les impacts sont nombreux : émissions de gaz à effet de serre, consommation d'énergies fossiles, étalement des infrastructures consommant des espaces naturels et des terres agricoles, sans compter les impacts socio-économiques (temps perdu dans les trajets et les embouteillages, coût pour des ménages souvent modestes, dans un contexte de renchérissement des hydrocarbures).

Source : Territoires et aménagement face à la mondialisation, COLOMBEL Yves et OSTER Daniel, 2023, p 81.

DOCUMENT 3

Données technico-économiques de l'atelier bovin viande en € en 2024

	Exploitation 50 Vaches Allaitantes (VA)		Références Groupe viande bovine 100% naisseur-engraisseur - ¼ supérieur
	Total	Par VA	Par VA
Ventes d'animaux (vaches)	36 021	720	2184
Ventres d'animaux (génisses)	0	0	
Ventes d'animaux (jeunes mâles)	51 269	1 025	
Ventes de viande bovine	38 698	774	0
Variations stocks	-4 300	-86	192
Aides PAC	5 219	104	50
- Achats animaux	-2 100	-42	-242
Produits nets d'activité	**124 807**	2 496	**2 184**
Aliments achetés	33 567	671	468
Frais vétérinaires	3 488	70	82
Travaux par tiers animaux	4 972	99	156
Paille	1 686	34	0
Frais de transformation	12 172	243	0
Taxes sur vente	508	10	21
Charges opérationnelles	**56 393**	1 128	**727**
Marge Brute avant SFP[3]	**68 414**	1 368	**1 457**
Coût de la SFP	2 500	50	241
Marge Brute après SFP	**65 914**	1 318	**1 216**

[3] SFP : surface fourragère principale

DOCUMENT 4

Références 2024 - Groupe viande bovine 100 % naisseur-engraisseur

Descriptif du groupe	Quart inférieur	Moyenne	Quart supérieur
Nombre d'exploitations	19	73	19
UTH totales	1,17	1,59	1,82
UTH familiales	1,15	1,41	1,48
Surface Agricole Utilisée (SAU) en Ha	88,18	137,21	169,8
Cultures de vente en Ha	9,47	21,27	38,98

CRITÈRES TECHNIQUES

	Quart inférieur	Moyenne	Quart supérieur
SFP Bovins viande en Ha	78	115	130
Maïs SFP en Ha	9	13	17
Nombre de vaches allaitantes	57	99	124
Aides bovins allaitants (€/VA)	23	48	75
Total UGB	101	183	230
Chargement UGB/SFP	1,29	1,59	1,77

CRITÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS en €
(Référence groupe - Quart supérieur)

Production Nette [4]	411 819
Valeur Ajoutée [5]	140 615
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	91 819
Annuités d'emprunts LMT	40 489
Taux endettement	60 %
Taux endettement court terme (CT)	11 %
Fonds de roulement (FR)	208 000
Trésorerie Nette (TN)	69 927

[4] Produits d'exploitation hors autres produits d'exploitation.
[5] La VA inclut ici les indemnités et subventions d'exploitation.

DOCUMENT 5

Compte de résultat EXERCICE 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
Engrais	7 055	Avoine	1 432
Semences	5 738	Blé	18 554
Traitements cultures	4 048	Maïs	5 959
Aliments du bétail	67 791	Orge	8 707
Frais vétérinaires	3 765	Paille	1 248
Carburants lubrifiants	14 572	Fourrages	-833
Autres approvisionnements	5 329	Variation façons culturales	-3 396
Travaux par tiers végétaux	22 000	**Total Produits végétaux**	**31 671**
Travaux par tiers animaux	19 276	Bovins viande	121 688
Eau - Gaz - Electricité	8 679	Caprins	12 123
Fournitures Entretien	5 360	Lait de chèvres	140 949
Fermages	18 413	- Achat animaux	-2 760
Entretien matériel	12 588	**Total Produits Animaux**	**272 000**
Assurances	7 531	Ventes de copeaux bois	4 248
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 944	**Production Vendue et stockée**	**307 919**
Autres services extérieurs	4 932		
Impôts et taxes	2 410	Aides PAC découplées	22 177
Rémunération du personnel	38 537	Aides PAC couplées	17 077
Charges sociales du personnel	5 440	Indemnités assurance	1 884
Charges sociales de l'exploitant	22 998	Autres produits d'exploitation	148
Amortissements bâtiments	9 585	**Produits d'exploitation**	**349 205**
Amortissements matériel	21 343		
Amortissements autres	198		
Autres charges d'exploitation	2	**Produits financiers**	**49**
Charges d'exploitation	**313 534**		
Intérêts des emprunts LMT	4 285		
Intérêts des emprunts CT	1 624		
Autres charges financières	323		
		Vente des éléments d'actif	600
Charges financières	**6 232**	Reprise sur provisions dérogatoires	15 957
		Quote part des subventions d'investissements	1 290
		Autres produits exceptionnels	1 590
Charges exceptionnelles	**0**	**Produits exceptionnels**	**19 437**
Total charges	**319 766**	**Total produits**	**368 691**
RÉSULTAT D'EXERCICE	**48 925**		

DOCUMENT 6

Bilans comptables de l'exploitation étudiée au 30/01/N

ACTIF				PASSIF			
	2022	2023	2024		2022	2023	2024
Autres	240	1 027	829	Capital individuel	46 002	39 838	-5 427
Immobilisations Incorporelles	**240**	**1 027**	**829**	Prélèvements privés	-75 318	-48 628	-41 406
Terrains	5 855	5 855	5 855	Résultat d'exercice	69 154	3 363	48 925
Constructions	37 590	27 073	21 420	Subventions d'investissements	5 162	3 871	2 581
Matériel	107 390	94 926	78 346	Provisions réglementées	14 616	26 142	10 185
Autres			10 138	**Capitaux propres**	**59 616**	**24 586**	**14 858**
Immobilisations corporelles (Hors animaux)	**150 835**	**127854**	**115759**				
Immobilisations corporelles (Animaux)	**138 775**	**137 075**	**134 225**	Autres emprunts Moyen termes (MT)	182 368	162 148	165 503
Participations – Parts Sociales	16 846	16 860	17 632	**Dettes financières MT**	**182 368**	**162 148**	**165 503**
Créances liées aux part.	300	300	300				
Immobilisations Financières	**17 146**	**17 160**	**17 932**	Emprunts CT (Court Terme)	42 428	33 000	28 851
				Banque – découvert	2 145	4 109	8 455
Actif immobilisé	**306 996**	**283 116**	**268 745**	Intérêts courus	1 162	522	740
				Dettes financières CT	**45 735**	**37 631**	**38 046**
Animaux cycle court	13 500	11 250	9 900				
Avances aux cult.	15 098	8 553	4 894	Avances et acomptes reçus			
fourrages	20 527	10 851	14 288	Fournisseurs d'exploitation	37 884	31 147	46 371
Appros	3 587	3 449	1 530	Autres fournisseurs	41 017	72 985	83 386
Stocks	**52 712**	**34 103**	**30 612**	Etat -Tva	267	1 871	688
Clients et comptes rattachés		17 340	13 043	Autres dettes fiscales et sociales	4 462	10 961	4 723
Etat -Tva	24 218	10 919	9 303	Fournisseurs d'immobilisations	22 796	919	
Autres créances	9 645	1 116	12 863	Autres dettes hors exploitation		4 988	3 852
Créances	**33 863**	**29 375**	**35 209**	**Dettes d'exploitation**	**106 426**	**122 871**	**139 020**
Disponibilités	**0**	**0**	**21 601**				
Charges constatées d'avance	**571**	**642**	**1 260**				
Actif circulant	**87 146**	**64 120**	**88 682**	**Total dettes**	**334 529**	**322 650**	**342 569**
Total Actif	**394 142**	**347 236**	**357 427**	**Total Passif**	**394 145**	**347 236**	**357 427**

DOCUMENT 7

Tableau de financement 2024

Emplois	Exercice 2024	Ressources	Exercice 2024
Prélèvements nets privés	41 406	EBE (Excédent Brut d'Exploitation)	66 651
Annuités LMT	13 845	Autres produits nets	195
Frais financiers à court terme	1 947	Autres produits exceptionnels	1590
		Emprunts nouveaux	12 915
Investissements de l'exercice	18 833	Vente d'Immobilisations	600
Acquisition Immobilisations financières	772	Subventions d'investissements	0
		↘ Cheptel reproducteur	2 850
Total emplois fixes	**76 803**	**Total ressources stables**	**84 801**
		Variation du FR	**7 998**
		↘ Stocks animaux jeunes et en cours	1 350
↗ Stocks de fourrages	3 437	↘ Avances aux cultures	3 659
		↘ Appros	1 919
↗ Créances	5 834		
		↗ Dettes non financières	16 149
		↗ Intérêts courus	218
↗ Charges constatées d'avance	618		
Total variation des emplois cycliques	**9 889**	**Total variation des ressources cycliques**	**23 295**
Variation du BFR	**-13 406**		
↘ Dettes CT financières	4 149	↗ Dettes Découverts et Concours bancaires	4346
↗ Disponibilités	21 601		0
Total variation ressources de trésorerie	**25 750**	**Total variation emplois de trésorerie**	**4346**
Variation de la TN	**21 404**		
TOTAL	**112 442**	**TOTAL**	**112 442**

DOCUMENT 8

Hypothèses de travail pour le projet en année de croisière

- Prix moyen de vente du lait à la laiterie : 900 € HT pour 1 000 litres.
- Il faut 9 litres de lait de chèvre pour obtenir 1 kg de fromage qui représentent 7 Chabichou du Poitou d'environ 150 grammes chacun. Les aléas de la transformation et de la commercialisation (perte, invendus…) représentent 10 % de la production.
- 1 équivalent temps plein (ETP) produit, transforme et commercialise en direct 20 000 litres de lait de chèvre. Le coût de l'ETP est évalué à 30 000 €/an toutes charges comprises.
- Coût d'un laboratoire de transformation :

Investissements	**Pour un volume transformé optimal de 20 000 Litres En € HT**
Bâtiment préfabriqué	40 000 €
Équipements	12 000 €

- Cet investissement serait financé par un emprunt de 50 000 € à 3 % sur une durée de 7 ans. (Coefficient pour 1 € emprunté : 0,1605063538)
  La durée d'amortissement linéaire prévue est de 8 ans pour le bâtiment et de 5 ans pour les équipements.
- Prix de vente des Chabichou :
  - 6 € HT/fromage pour la vente directe à la ferme,
  - 4,80 € HT/fromage pour la vente aux restaurateurs.
- Charges opérationnelles moyennes :

Charges de l'atelier transformation	Coût moyen (€ HT) / 1000 litres
Ingrédients (présure…)	10 €
Emballages	20 €
Analyse et hygiène	20 €
Transport	150 €
Eau électricité	60 €

- Il est envisagé une augmentation des autres charges de structure de 1 000 € HT.
- L'EBE moyen avant projet de cette exploitation est évalué à 65 000 €.
- Les annuités anciennes et les frais financiers à court terme sont estimés à 14 000 €.